

L'Etat contre les classes populaires

L'affaire Woerth-Bettencourt, ses millions, ses milliards d'euros, ses coffres en Suisse, ses enveloppes discrètes et son île paradisiaque offrent un minuscule aperçu de l'étendue de la gabegie capitaliste. L'Etat français et sa "justice indépendante" ne vont bien sûr pas se préoccuper de ce qui est pour eux normal dans l'image obscène que donnent les classes possédantes de ce pays. La répression s'exerce sur la plèbe dans l'espoir de faire oublier les inégalités économiques croissantes et de rassembler les électeurs et électrices contre un ennemi fabriqué, l'étranger, le dissident, le différent. La politique raciste, sécuritaire et antisociale de l'Etat est cohérente et profite à la bourgeoisie. Mobilisons nous massivement le 4, continuons le 7 et au-delà!

Gens du voyage montrés du doigt

Nombre de communes sont dans l'illégalité en n'aménageant pas de terrain d'accueil : en 2008, selon un rapport ministériel, 58% des places nécessaires n'étaient toujours pas aménagées. C'est pourtant les gens du voyage que le gouvernement accuse d'être des fraudeurs !

Roms pourchassés

Officiellement, tout citoyen de l'Union européenne est libre de circuler dans les frontières de l'Union. Pourtant, les Roms n'ont pas ce droit : discriminés voire persécutés à l'est, ils sont pourchassés et expulsés à l'ouest.

Jeunesse des quartiers populaires

Fin 2007, Villiers-le-Bel s'enflammait suite à la mort de deux jeunes percutés par une voiture de police. Suite à ces émeutes, quatre habitants de la ville ont été condamnés, le 3 juillet 2010, à des peines scandaleuses de trois à quinze ans de prison, sans preuves tangibles, sur le simple témoignage anonyme de délateurs rémunérés.

Ouvriers en lutte

Un an et demi après les luttes dures dans les industries en butte aux licenciements (Continental, Goodyear, Philips...) et la grève générale aux Antilles, la répression continue. Encore en mai 2010, deux syndicalistes guadeloupéens de l'UGTG-Hôtellerie-restauration ont été emprisonnés par les autorités françaises.

Sans-papiers grévistes

Malgré plusieurs mois de grève de milliers de travailleurs et de travailleuses sans papiers, l'Etat refuse toujours la régularisation. La fraction la plus précaire et la plus exploitée du prolétariat hexagonal doit donc continuer de trimer, en vivant dans la peur du centre de rétention et de l'expulsion.

Mal-logés

Les familles sans-logis de la Courneuve, après avoir été expulsées de leurs logements de la barre Balzac, ont été victimes le 21 juillet de violences exercées par les forces de l'ordre, en particulier à l'encontre de femmes accompagnées de jeunes enfants. Cette brutalité policière est un

nouveau pas dans la criminalisation des mouvements des mal-logés et sans logis.

Dissident-es politiques

Cet été, quatre militants du Réseau éducation sans frontières et de l'association tou-rangelle Soif d'utopies ont été attaqués en diffamation par le ministère de l'Intérieur pour avoir comparé son action à celle du régime de Vichy. Indymedia Grenoble et le site Web Le Jura libertaire ont été attaqués en justice par le ministre pour des raisons similaires.

Le 4 septembre 1870, la République française était proclamée. Au bout de quelques mois, elle allait révéler sa nature dans le sang des Communards. Cent quarante ans plus tard, l'Etat français continue à réprimer les classes populaires, les sans-voix, et au-delà toutes et tous les révoltés de ce pays.

Solidarité entre toutes et tous les opprimés

Révolution sociale et libertaire

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

1er septembre 2010

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL



Le mensuel
disponible
en kiosque